

Gauche-droite : deux visions de la relance

Les politiques économiques menées en France depuis cinq ans peuvent être caractérisées simplement comme ayant poursuivi un objectif microéconomique de soutien de l'offre et un objectif macroéconomique de soutien de la demande.

La création du FSI (Fonds stratégique d'investissement), le rôle accru d'Oséo, le grand emprunt, le renforcement du crédit impôt recherche, des pôles de compétitivité, la réforme des universités, la nomination de médiateurs du crédit et des relations interindustrielles (sous-traitance), etc., sont autant d'initiatives d'ordre microéconomique visant à soutenir les PME innovantes, le travail en réseau, la recherche... Il s'agit bien évidemment de politiques favorables à l'offre qui ne sont « ni de droite, ni de gauche », et qui partent du constat que les PME innovantes, en forte croissance, exportatrices sont peu nombreuses en France, que le financement des start-up est contraint, que les dépenses d'éducation supérieure sont faibles...

Côté macroéconomie, les mesures mises en œuvre depuis cinq ans ont en revanche surtout cherché à soutenir la demande : soutien du crédit, de la demande de logements, exonération de charges et d'impôt sur le revenu des heures supplémentaires, TVA à taux réduits, prime à la casse, monétisation des RTT, déblocage de la participation, primes exonérées de charges...

L'insuffisance de l'offre (de la capacité de production) de l'économie française condamne ce dernier type de politique. L'appareil productif est en effet incapable de satisfaire la demande intérieure : en dix ans, celle-ci a progressé de 10 % de plus que le PIB et de 22 % de plus que le PIB potentiel ; pour les seuls produits manufacturés, la demande intérieure a augmenté de 35 % de plus que la valeur ajoutée dans le secteur. Les politiques de soutien de la demande en France sont donc clairement une impasse : si elles ciblent les secteurs abrités ou les biens non échangés, elles entraînent principalement la hausse de leurs prix et la formation de rentes, l'exemple du logement étant à cet égard particulièrement éloquent. Si à l'inverse elles visent les biens échangés (industriels), elles provoquent surtout une hausse des importations comme en témoignent, entre autres, les cas de l'automobile et de l'énergie solaire (photovoltaïque).

LA CHRONIQUE DU CERCLE DES ÉCONOMISTES
PAR PATRICK ARTUS ET JEAN-CHRISTOPHE CAFFET

L'insuffisance de l'offre de l'économie française condamne la politique de soutien à la demande mise en œuvre depuis cinq ans.

Il nous semble donc qu'avant de penser à stimuler la demande, il faille surtout soutenir l'offre, c'est-à-dire développer la capacité de production de l'économie française. C'est ici que se pose la question de « droite ou gauche ».

Une politique macroéconomique de soutien de l'offre de droite a un contenu assez clair : comme on l'a vu en Allemagne en 2007 ou plus récemment au Royaume-Uni, elle réside essentiellement dans la modération salariale pour améliorer la rentabilité et la compétitivité ; il s'agit de réformes fiscales conduisant à réduire les charges sociales patronales et à augmenter la taxation de la consommation (TVA), à baisser certains revenus de remplacement (indemnisation du chômage, minima sociaux...) pour inciter au retour à l'emploi.

Les partis de gauche n'approuvent évidemment pas ce type de politique économique. Si la mise en œuvre d'une politique microéconomique de l'offre, comme on l'a vu plus haut, ne leur pose pas de problème, la définition d'une « politique macroéconomique de soutien de l'offre de gauche » paraît en revanche plus malaisée. Mise à part la priorité qui devrait être accordée à la taxation de la rente, en particulier celle afférente à la détention (ou transmission) d'un capital non productif (taxation des plus-values immobilières, droits de succession...), il s'agirait selon nous d'une substitution de la CSG aux cotisations sociales : la CSG taxe en effet la quasi-totalité des revenus (salaires, revenus du capital, retraites...), tandis que la TVA a à peu près la même assiette que la taxation des salaires et des retraites (les revenus du capital sont majoritairement épargnés). L'assiette de la CSG étant plus large que celle de la TVA, une hausse de la CSG permettrait par ailleurs de baisser à la fois les charges sociales salariales et patronales, donc de ne pas avoir d'effet trop négatif sur le pouvoir d'achat des salariés. Enfin, contrairement à la TVA, la CSG, prélevée en amont, ne distord pas les choix d'allocation des ménages entre consommation et épargne. Une telle réforme pourrait donc être baptisée de « politique de l'offre de gauche ».

Patrick Artus est directeur de la recherche et des études de Natixis, Jean-Christophe Caffet en est économiste France.

LIVRES

La marque Obama bouge encore

La présidentielle américaine de 2012 et la personnalité de Barack Obama inspirent toujours l'édition. Sera-t-il réélu ? Trois livres pour se faire une idée.

L'année 2012 sera aussi l'année de l'élection du président des États-Unis. Réélu ou non, Barack Obama aura incontestablement marqué l'histoire au pays de la campagne présidentielle permanente.

Des présidents pour l'histoire
Barack Obama est le 44^e d'une lignée prestigieuse, née en 1789. Ses illustres prédécesseurs s'appellent Washington, Jefferson, Lincoln, Roosevelt, Kennedy ou Reagan. Des pères fondateurs aux personnalités des temps médiatiques, André Kaspi et Hélène Harter plongent dans les institutions américaines. Les portraits de présidents, avec quelques incises sur des First Ladies, nourrissent une argumentation historique et thématique dont la vocation est didactique. Il s'agit de décortiquer ce personnage dont l'élection et les fonctions fascinent la planète. Le lecteur révise ce que sont caucus et primaires dans un pays en campagne électorale quasi permanente. Les deux spécialistes soutiennent que le président américain, doté de prérogatives étendues, n'est pas vraiment l'homme le plus puissant du monde. Il doit composer avec un Congrès omniprésent, avec une Cour suprême et des États fédérés qui occupent une place déterminante. Nos deux historiens considèrent que « la plus vieille démocratie du monde » devrait faire une petite cure, afin de limiter la trop grande complexité du processus électoral et envisager l'éventuelle création d'une sorte de Premier ministre (pour les périodes, habituelles, de cohabitation).

D'Obama le réformateur...
Niels Planel, dans un essai sur la philosophie et les réalisations de Barack Obama, soutient que son champion restera dans l'histoire - réélu ou non - comme un grand réformateur. Avocat noir peu connu, Obama aura, d'abord, permis le renouveau intellectuel de la gauche américaine. Président très attendu, il aura, ensuite, conduit une véritable « contre-révolution progressiste », et ce malgré la réémergence des plus conservateurs. Pour Planel, qui s'y connaît en think tanks et en couloirs administratifs, les fondements des positions obamiennes (appelons-les ainsi) se retrouvent du côté du groupe de réflexion, hébergé par la Brookings Institution, connu sous le nom de Hamilton Project, mais aussi du côté des célèbres promoteurs du Nudge (cette théorie économique et psychologique visant à conduire les individus aux bons choix). Au-delà des fondements, Planel évalue très favorablement les réalisations (qui irritent les conservateurs) : le plan de relance, la réforme de la santé. S'il concède que le compte est loin d'être



LES PRÉSIDENTS AMÉRICAINS. DE WASHINGTON À OBAMA
de André Kaspi et Hélène Harter, Paris, Tallandier, 2012, 268 pages, 18,90 euros.

OBAMANOMICS. COMMENT BARACK OBAMA A RÉFORMÉ L'AMÉRIQUE,
de Niels Planel, Lormont, Le Bord de l'Eau, 2012, 175 pages, 16 euros.

COMMENT OBAMA A PERDU L'AMÉRIQUE,
de Donald Morrison, Paris, Denoël, 2012, 203 pages, 15 euros.



bon en matière environnementale, il juge très positivement ce qu'il appelle déjà l'héritage d'Obama. A lire pour connaître une présidence de l'intérieur, pour valider (ou non) ses opinions.

... à Obama le manipulateur
Journaliste américain vivant à Paris, Donald Morrison propose une analyse des espoirs déçus soulevés par la personnalité charismatique de Barack Obama. Il montre combien ce dernier, confronté à une crise économique et une adversité politique de magnitude élevée, aura prononcé de discours historiques ; mais aussi combien il aura fait mentir son célèbre slogan « Yes, we can ». Trop consensuel et trop intellectuel, affaibli par la « déculottée » des législatives de 2010,

Obama a perdu ses soutiens. « *Nous autres Américains sommes durs avec nos héros* », assure Morrison, qui note aussi qu'« *Obama rend les conservateurs fous, presque littéralement* ». Connaisseur des rouages et évolutions politiques des deux côtés de l'Atlantique, l'auteur a écrit ailleurs qu'Obama ferait un bon président en France et Nicolas Sarkozy un bon président américain. Nourri d'anecdotes, de visions d'une Amérique moyenne divisée, l'ouvrage rappelle, qu'un président (aux États-Unis comme ailleurs) n'est pas seulement fait pour rêver. Sur-tout, il signale, entre les lignes, qu'une élection n'est jamais jouée, avant que les résultats officiels n'en soient publiés.
JULIEN DAMON EST PROFESSEUR ASSOCIÉ À SCIENCES PO (MASTER URBANISME)

LA REVUE DU JOUR

L'Afrique émerge... politiquement



Le propos. Sur les 194 drapeaux qui flottent sur l'ONU, 55 - soit plus du quart - sont africains. L'Afrique est-elle pour autant capable de peser sur les décisions de la communauté internationale ? Si l'on reconnaît aujourd'hui l'importance actuelle et à venir du continent sur le plan économique, on est beaucoup moins conscient de son émergence politique. Il faut toutefois s'en convaincre : l'Afrique s'organise également sur ce front. La refondation surprise de l'OUA sous la forme de l'Union africaine, en mai 2001, est là pour le montrer. Certes, on n'en est pas encore aux « États-Unis d'Afrique », mais les avancées sont là. Alors que plus de la moitié des pays au sud du Sahara ont adopté un régime démocratique, constitutionnel et multipartite, et que certains, comme le Ghana ou le Botswana, construisent des institutions fortes, l'Afrique envisage désormais elle-même sa propre sécurité et a su se faire, avec l'Europe, l'avant-garde de la mise en place de la Cour pénale internationale (CPI). Elle a su aussi passer de l'état de demandeur bilatéral, quand elle capitalisait sur le principe d'un « Etat, une voix » aux Nations unies, à celui de bloc multilatéral et de partenaire. On ne s'en étonnera pas : le panafricanisme est un mouvement de fond ancien, et c'est grâce à lui que l'OUA a vu le jour aussi rapidement après les indépendances en 1963. Aujourd'hui, l'Afrique a gagné en visibilité grâce à l'UA, elle pense ses relations avec l'Europe, avec les États-Unis, le Maghreb et les nouveaux grands émergents, et sait que son grand défi réside dans son intégration interne : la réussite de la SACD, la Communauté de développement d'Afrique australe, aujourd'hui pilier de l'Union africaine, en constitue un signe encourageant.

L'intérêt. Le regard pluriel de cet ouvrage collectif, sous la plume d'auteurs de tous horizons - y compris Hillary Clinton - donne de la richesse aux perspectives.
DANIEL BASTIEN
« Géopolitique africaine » n° 41, « Les Systèmes internationaux et l'Afrique », revue trimestrielle, 4^e trimestre 2011, 316 pages, 14 euros.

Duhamel ou l'art du portrait

De Pierre Mendès France à Jean-François Copé, le journaliste parcourt un demi-siècle de vie politique française.

Sa plume est un pinceau. Qu'il trempe avec élégance dans une langue précise pour croquer les acteurs du théâtre politique. Voilà cinquante ans qu'Alain Duhamel observe les responsables de tous les gouvernements et de tous les partis. Des gloires de la IV^e République déclinante aux espoirs du début du XXI^e siècle. Les plus riches et les plus intéressants des portraits ne sont d'ailleurs pas les plus récents. La faute non à la lassitude de l'auteur mais à la perte de niveau de l'actuelle « *génération moins brillante que ses devancières* ».

A la veille de l'élection présidentielle, on lit évidemment avec intérêt les appréciations du journaliste sur le quatorze de tête. Nicolas Sarkozy, « *franc comme l'or et brutal comme un lansquenot* », François Hollande, « *plus moderne et contemporain que ceux qui le regardent de haut* », François Bayrou qui « *agit dans la capitale mais réfléchit dans sa province natale* » et Marine Le Pen, « *efficace et professionnelle mais sans le charisme, ni le talent ni la culture de son père* ».

Mais, pour comprendre la passion intacte et maîtrisée de la politique qui anime Alain Duhamel, il faut se glisser dans les rencontres intellectuellement stimulantes qu'il fit avec des personnalités



PORTRAITS SOUVENIRS. 50 ANS DE VIE POLITIQUE
par Alain Duhamel
342 pages, 20,50 euros.
Plon

L'AUTEUR Né en 1940, Alain Duhamel avait vingt ans quand il effectua un stage au « Monde » sous la houlette de Jacques Fauvet avec qui il écrivit une « Histoire du Parti communiste français ». Toujours présent dans la presse écrite, il tient une chronique politique quotidienne à la radio depuis 1974 (sur Europe 1 puis sur RTL). A la télévision, il conçut et présenta les émissions « A armes égales », « Cartes sur table » et « L'Heure de vérité ».

comme le radical Edgar Faure, au « *narcissisme jovial* » ou le gaulliste « *farouchement indépendant* » Jean-Marcel Jeanneney. Et, placé très haut dans son panthéon personnel, Pierre Mendès France, « *alternative janséniste au bonapartisme gaullien* ». S'il côtoya longuement François Mitterrand, Alain Duhamel admira surtout Valéry Giscard d'Estaing. Il ne s'en

cache pas, d'ailleurs, avouant un « *coup de cœur* » pour le fringant président élu en 1974. « *Les deux années qui suivirent furent politiquement les plus brillantes du demi-siècle que j'ai pu observer et commenter* », dit-il.

Observer sans juger
Le chroniqueur de RTL se revendique « *sincère, mais partial* ». Partial, mais sincère. C'est ce qui lui permet d'observer sans juger. D'afficher sa foi européenne, son libéralisme tempéré, son goût pour les nuances plutôt que pour les opinions tranchées tout en étant capable de reconnaître les talents, les forces et les mérites de ses adversaires idéologiques, qu'ils s'appellent Georges Marchais ou Jean-Marie Le Pen. Dans ses portraits, Alain Duhamel est souvent bienveillant, jamais béat, parfois sévère, jamais méchant. Dans cette galerie, on s'étonnera de l'absence inattendue de Simone Veil, François Léotard ou Charles Pasqua ; on saluera la présence imprévue du cardinal Lustiger. Depuis cinquante ans, il observe la politique, il n'a jamais voulu en faire. Engagé mais distant, passionné mais lucide. Tel est sans doute le secret de sa longévité.
GUILLAUME TABARD



GILLES BOUCHARD, HARVARD ANGELS

« L'histoire nous apprend que l'espérance de vie moyenne d'une monnaie est de 17 ans. »

À LIRE SUR lecercle.lesechos.fr